Votations

Le peuple suisse a accepté l'initiative UDC « Contre l'immigration de masse ».

Loin d'un vote xénophobe et pro-UDC, cette acceptation, par une courte majorité, montre le décalage entre les milieux économiques et une partie de la population. Pour rappel, avec l'entrée en vigueur des bilatérales, le Conseil fédéral et *Economie suisse* avaient promis un renforcement des mesures de contrôle et une autorégulation du marché du travail, par des entreprises que l'on disait responsables. Dans les faits, il n'en fut rien. Au contraire, durant la dernière décennie, la droite et l'UDC se sont attaqués à l'Etat social en démantelant par exemple l'Assurance-chômage et, dans différents cantons, l'aide sociale. Parallèlement à ce processus, la droite et l'UDC ont diminué drastiquement la fiscalité pour les personnes morales et celles des plus nantis du pays. Dans une conception néo-libérale et de profits à court terme, la plupart des entreprises n'ont eu que faire de considérations responsables ou morales, refusant de sortir des personnes du chômage ou de l'aide sociale. Devant l'augmentation des disparités sociales, jugulée à celle des profits, le peuple suisse a donné un avertissement particulièrement important.

Sans mesures d'accompagnements, la libéralisation du marché du travail se résume à la loi du plus fort, fragilisant au final les travailleurs et travailleuses par une mise en concurrence de ceux-ci. Pression sur les salaires, flexibilisation et insécurisation du travail (Contrat à durée déterminée, travail temporaire,…), manque de perspectives (notamment chez les jeunes), cette libéralisation fragilise tout un pan de la population. Le vote de ce soir montre la volonté de la population de tendre vers une régulation du marché du travail, en réintégrant, s'il en est, la clause du besoin.

Pourtant, rappelons que les étrangers ont construit la Suisse moderne, que ce soit

en terme d'infrastructures, d'idées novatrices ou de contribution au système d'assurances sociales. Il constitue depuis des siècles le socle sur lequel la Suisse a grandi et s'est émancipé. L'UDC n'aura d'ailleurs que faire de défendre les intérêts des travailleurs et travailleuses du pays. Il s'opposera comme par le passé à toute amélioration des conditions de travail et à toute répartition équitable des revenus. Les prochaines votations fédérales le prouvera, tout comme les différentes mesures au plan cantonal. D'ailleurs, il rejettera toutes aides au développement relatives aux pays émergeant ou de l'Europe de l'Est. La Suisse, rappelons-le, de part sa politique bancaire et fiscal, a une responsabilité vis-à-vis des autres pays. Cette question est d'autant plus importante que l'Union européenne, dont la Suisse est tributaire en terme d'exportations, devrait logiquement prendre des mesures de rétentions.

Pour avoir oublié les travailleurs et les chômeurs, pour avoir fait fi de leurs promesses et engagements, pour avoir négligé les régions, telles que le Tessin, touchées de pleins fouet par cette libéralisation, les milieux économiques paient cash leur manque de réalisme. La régulation et la responsabilisation du marché du travail, demandées par la gauche, est plus que jamais une nécessité.

Faut bien rire de temps en temps : les risques des fusions !

Un article de « feu » Gontrand paru sur le site « Confédération Helvétique ». Avec Laurent Kurth, Pascal Sandoz et Cédric Dupraz, tous les trois Conseillers communaux en charge de l'urbanisme et fondateurs de l'association du réseau des trois villes.

Avant la fusion
de communes...
... après la fusion !